



Amandine Lebreton*

"L'objectif du Pacte est par exemple de travailler pour que la planification écologique ne contribue pas à accentuer les inégalités... voire les réduise!"

* AMANDINE LEBRETON EST DIRECTRICE DE L'ASSOCIATION ANIMATION DU PACTE DU POUVOIR DE VIVRE DEPUIS JANVIER 2023.

Qu'est-ce que le Pacte du pouvoir de vivre ?

🔴 C'est un collectif d'organisations (associations, fondations, syndicats...) qui se sont regroupées en mars 2019 pour travailler conjointement sur les enjeux de transition écologique, de justice sociale et de renouveau démocratique. Il compte aujourd'hui plus de 60 organisations, acteurs majeurs de la société civile, tels la CFDT, la Fondation Abbé Pierre, le Réseau Action climat... auxquels s'ajoutent 40 groupes locaux répartis un peu partout en France.

Comment ces groupes locaux fonctionnent-ils ?

🔴 Après la crise des Gilets jaunes, les organisations se sont dit qu'il fallait mieux se connaître entre organisations travaillant sur les enjeux sociaux, écologiques et démocratiques. L'initiative nationale a fait des petits, et les organisations qui travaillaient sur une métropole, un département, une région se sont rassemblées pour travailler ensemble. Les 40 groupes locaux se sont créés au fil des ans. Ils peuvent soit interpeler et travailler avec des élus de leur territoire sur des enjeux spécifiques (mobilité, accès au droit...), soit monter des conférences pour le grand public, des soirées-débats

autour des 90 propositions du Pacte et des travaux du collectif. Il y a donc des activités assez diverses un peu partout en France – l'idée étant toujours de porter ce projet qui lie écologie sociale et démocratie.

Comment le projet du Pacte est-il porté ?

🔴 On entend beaucoup parler par les politiques, dans les médias... de « transition écologique juste », ou même de « renouveau démocratique ». Il y a encore du chemin pour rendre tout cela concret. L'objectif du Pacte est par exemple de travailler pour que la planification écologique ne contribue pas à accentuer les inégalités... voire les réduise ! Au cœur de la mobilisation autour de la réforme des retraites, en avril 2023, on a fait un sondage : 83 % des personnes interrogées considèrent que, sans une démocratie qui fonctionne, il sera très difficile de mettre pleinement en place cette transition écologique juste. Notre rôle en tant que collectif est d'être à la croisée de ces chemins, de montrer que social, écologie, démocratie sont interdépendants, qu'il va falloir s'adresser aux trois dimensions pour permettre à tous de pouvoir vivre dignement dans un

environnement sain. Nous y travaillons en ce moment dans la perspective des élections européennes qui auront lieu le 9 juin 2024 afin de construire des propositions communes.

Le Pacte promeut une alimentation saine et durable, accessible à tou-te-s. C'est un sujet au cœur de la transformation écologique et qui impacte par exemple la restauration collective à l'école, à l'université...

🔴 Quand on parle d'alimentation, on parle de climat, de biodiversité, de territoires, mais aussi d'enjeux sociaux et de lutte contre les inégalités. En France, les cantines scolaires et non scolaires fournissent 8 millions de repas par jour. Pour des centaines de milliers de personnes, et notamment d'enfants, c'est le seul repas équilibré voire chaud de la journée. Ce sont pourtant les enfants de famille favorisée qui vont deux fois plus à la cantine que ceux de famille défavorisée. Il faut avoir plus de visibilité sur l'accessibilité des repas à la cantine et notamment savoir précisément où on en est de la tarification sociale en France. Dans le même temps, la restauration collective est un facteur d'accélération de la transition écologique en proposant des repas à base de



© Sébastien Godetroy

produits bio, locaux, de saison, végétariens... Aujourd'hui, les cantines ne sont pas toutes adaptées pour cuisiner des produits frais par exemple. Il y a un besoin d'investissement et cela fait partie des propositions du Pacte. Les cantines sont une bonne illustration des points de convergence entre enjeux sociaux, écologiques et aussi démocratiques pour discuter de ce qu'on veut, de ce que peuvent manger les enfants dans les cantines, de la manière dont on peut mettre cela en place sur un territoire. Cette dimension participative est fondamentale pour faire bouger les lignes. • **Propos recueillis par Tristan Brams.**

Retrouvez l'intégralité de l'entretien sur le site du Sgen-CFDT : <https://urlz.fr/oIRQ>